

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal **de** Palestine

Dossier

N° 399 du 20.11

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

2 Les brèves

2-1 Alain Gresh : Gaza martyr.

3 Dossier

3-1 **Rapport** : Les administrations US changent, mais certains courent toujours derrière un mirage de paix.

3-2 Tariq Ramadan : Les droits humains des Palestiniens sont niés.

4 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

4-1 Pcf : "Le bouclage de Gaza dot être levé immédiatement"

4-2 flambée de violence ces derniers jours dans la bande de Gaza.

4-3 Message d'une amie de Gaza.

4-4 Alain Gresh : Une histoire palestinienne.

4-5 STOP A L'AGONIE DU PEUPLE PALESTINIEN A GAZA

5 Analyse - Géopolitique et stratégie

5-1 Le silence de l'Occident face à la discrimination d'Israël est inacceptable.

5-1 Abdelouahab Derbal : « Les pays arabes sont les grands perdants dans le processus d'Annapolis.

6 Annexe

6-1 Dr. Azzam Tamimi : Hamas : Son histoire de l'intérieur (3).

6-2 Silvia Cattori : Islam : l'ennemi fabriqué

La presse internationale proteste contre son interdiction de séjour à Gaza

Les patrons des principaux organes de presse de la planète, ainsi que l'organisation de défense de la liberté de la presse Reporters sans Frontières (RSF) ont protesté auprès du gouvernement israélien contre sa décision d'interdire l'accès de la Bande de Gaza à tous les journalistes depuis deux semaines.

"Nous sommes très inquiets de (cette) interdiction d'accès prolongée et sans précédent", écrivent notamment les dirigeants des grandes agences de presse et des principales chaînes de télévision anglo-saxonnes, ainsi que du New York Times ou du Los Angeles Times, dans une lettre au Premier ministre.

Israël a bouclé le territoire palestinien après une recrudescence des tirs de roquettes. N'entrent plus que les biens d'urgence vitale, et ne peuvent circuler, pour ce qui est des personnes, que les cas médicaux graves et une poignée d'humanitaires. Une situation qui a été dénoncée par l'ONU, qui craint une crise humanitaire grave dans le territoire où vivent 1,4 millions de Palestiniens.

Selon Mark Regev, porte-parole de Ehud Olmert, les journalistes ne sont pas spécifiquement visés, mais affectés par la décision générale de fermer les points de passage: "il n'y a pas de politique destinée à empêcher la presse d'entrer à Gaza, et dès que la situation sécuritaire permettra un fonctionnement normal des points de passage, les journalistes, comme tous ceux qui en ont subi les inconvénients, pourront recommencer à utiliser les points de passage", a-t-il déclaré.

Jusqu'ici, le gouvernement israélien autorisait la presse étrangère à entrer à Gaza, même en cas de violents combats. Depuis deux semaines, seuls les journalistes qui étaient sur place avant le bouclage ou les correspondants locaux palestiniens assurent la couverture de l'actualité dans le territoire.

L'association israélienne de la presse étrangère a également condamné cette interdiction, le Hamas estimant quant à lui, selon son porte-parole Ghazi Hamad, qu'elle fait partie de la volonté israélienne d'isoler encore plus le territoire.

AP

21 11

http://fr.news.yahoo.com/3/20081120/twl-israel-gaza-presse-951b410_1.html

Journalistes sans frontières protestent contre l'interdiction d'entrer pour la presse à Gaza

L'organisation des Journalistes sans frontières a adressé un message au ministre israélien de la guerre Ehud Barak, mercredi 19 novembre, lui exprimant sa protestation contre les mesures interdisant aux journalistes d'atteindre la bande de Gaza.

L'association de la presse étrangère, dont le siège se trouve à Tel-Aviv, a catégoriquement condamné cette interdiction.

La fermeture de la bande de Gaza face à la presse étrangère non seulement empêche le monde de se rendre compte de cette catastrophe humaine qui frappe la bande de Gaza, mais met de plus les pratiques oppressives d'"Israël" sous la lumière du jour. Ces pratiques ne font que renforcer le doute de sa volonté de dissimuler les réalités.

Sholomo Dror, porte-parole du ministère israélien de la guerre, dit que le gouvernement israélien n'est pas satisfait des médias internationaux. Il les accuse d'exagérer quant ils parlent des souffrances des Palestiniens. Pour leur part, les Journalistes sans frontières se montrent inquiets de ces déclarations, d'autant plus qu'il a annoncé que l'interdiction était une mesure punitive

CPI

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s76IHuWBRDecNnEcurILkB2rS4cV%2bmTdmUIW2UAF3UMYCVbnFRSogyxttLJU39LsZLn8FtY5E8DJZgM85UV65KGHnMXWTSik6XlPfq3PhAw%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s76IHuWBRDecNnEcurILkB2rS4cV%2bmTdmUIW2UAF3UMYCVbnFRSogyxttLJU39LsZLn8FtY5E8DJZgM85UV65KGHnMXWTSik6XlPfq3PhAw%3d)

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Alain Gresh : Gaza martyre.

Des blindés israéliens ont pénétré dans le sud de la bande de Gaza.

La trêve négociée indirectement entre Israël et le Hamas à travers l'Égypte le 19 juin 2008 est ébranlée depuis le raid israélien contre des militants du Hamas, qui a fait quatre tués le 12 novembre. Déjà le 11 novembre le premier ministre israélien Ehud Olmert avait annoncé que la confrontation avec le Hamas était inéluctable.

Cette rupture de la trêve a été accompagnée par la fermeture régulière des points de passage vers Gaza par les autorités israéliennes. Cette prison à ciel ouvert dans laquelle vivent plus de 1,5 million de Palestiniens, connaît depuis le début de l'année, « la pire situation humanitaires depuis 1967 ». « Le blocus au quotidien » a contribué à rendre insupportable le lot des populations civiles, prises en otage et soumises à des représailles collectives qui s'apparentent à des crimes de guerre et à des crimes contre l'humanité selon les définitions du droit international. Le droit humanitaire est violé. L'Union européenne a appelé le 14 novembre Israël à rouvrir les points de passage pour permettre la livraison de l'aide humanitaire de base et du carburant, sans succès.

Selon une dépêche de l'AFP du 18 novembre, l'ONU avait repris le même jour la distribution des aides humanitaires à Gaza « *après avoir été autorisée par Israël à acheminer des provisions en dérogation à un strict blocus imposé au territoire palestinien. "La distribution se fait à partir des petites quantités que nous avons pu acheminer lundi. Les provisions dureront des jours et non pas des semaines", a indiqué à l'AFP Chris Gunness, porte-parole de l'Unrwa, l'Agence de secours de l'ONU pour les réfugiés palestiniens.*

Israël a autorisé lundi le passage de 33 camions transportant de la nourriture, des médicaments et des équipements médicaux vers Gaza, entièrement bouclée depuis deux semaines en raison d'un regain de violence. La cargaison de huit de ces camions était destinée à l'Unrwa. Mardi, les points de passage avec la bande de Gaza sont restés fermés pour la 14e journée consécutive, Israël n'autorisant qu'exceptionnellement depuis le 5 novembre le transfert d'aides humanitaires ou de carburants. »

Avec l'incursion israélienne, les points de passage ont été fermés à nouveau.

Mardi 18 novembre 2008

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Alain_Gresh.181108.htm

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Rapport : Les administrations US changent, mais certains courent toujours derrière un mirage de paix.

L'équipe de Ramallah a félicité le nouveau président américain Obama.

Mais elle n'a fait que répéter la même chanson : une chanson de paix avec l'Entité sioniste. Elle se montre déjà prête à travailler avec cette nouvelle administration sur ce dossier, en panne depuis plus de 15 ans. En panne, bien que trois personnes changent et se succèdent à la Maison Blanche.

Pour leur part, des personnalités et des factions palestiniennes appellent le nouvel occupant de la Maison Blanche à changer la politique extérieure de son pays et à stopper l'alignement systématique aux côtés des occupants israéliens.

Ismaël Ridwan, leader du mouvement du Hamas, se trouve indigné de voir ces Palestiniens de Ramallah toujours courir après un mirage. Le président Abbas doit être franc et doit reconnaître que les négociations avec l'occupant israélien ne mènent nulle part. Que cette coordination sécuritaire avec l'occupant israélien prenne fin !

La nouvelle administration américaine

Dès que la victoire d'Obama avait été annoncée, le mouvement du Hamas a appelé le candidat vainqueur à revoir la politique extérieure américaine envers la cause palestinienne.

Le mouvement du Hamas, par le biais de son porte-parole Sami Abou Zahri, a fait savoir que le mouvement jugera Obama à travers ses positions quant au conflit arabo-israélien.

Si la nouvelle administration américaine ne prenait une politique équilibrée et n'arrêtait l'influence du lobby sioniste aux Etats-Unis, ne mettait pas un terme à la plus longue occupation de l'histoire contemporaine, aucun espoir de voir un changement ne serait réel, dit Dr. Mustapha Al-Barghothi, secrétaire général de l'Initiative nationale palestinienne.

Qaddori Fares, leader du mouvement du Fatah, ne croit pas qu'il y ait une différence entre les deux partis américains : républicain et démocrate. Il ne faut donc pas mettre trop d'espoir dans le nouveau président.

La sécurité sacrée d'"Israël"

L'engagement américain au profit de la sécurité de l'Entité sioniste reste intouchable. Il est sacré, a dit Obama durant sa campagne électorale.

Comme son prédécesseur Bush, Obama veut assurer qu'"Israël" reste une entité juive. Il refuse aussi le retour des réfugiés palestiniens à leurs domiciles.

En outre, Obama soutient l'idée que la ville occupée d'Al-Quds soit la capitale unifiée de l'Etat hébreu. Il donne à "Israël" un droit total sur cette ville.

Des positions palestiniennes

Généralement, le mouvement du Hamas ne juge pas la nouvelle administration américaine sur ses campagnes électorales. Il faut attendre ses actions concrètes pour le faire.

Quant à ces Palestiniens qui courent derrière Bush pour un quelconque accord de paix, ils sont surpris de l'arrivée de la ministre américaine des affaires étrangères en Palestine occupée, jeudi dernier, le 6 novembre, pour déclarer qu'un accord entre l'autorité palestinienne de Ramallah et le gouvernement de l'occupation israélienne n'a pas été réalisé. Ainsi, l'administration américaine de Bush prépare ses valises pour quitter la Maison Blanche et tourner le dos à ceux qui courent derrière un semblant de paix.

Source : CPI

19 novembre 2008

[http://www.palestine-info.cc/...](http://www.palestine-info.cc/)

<http://www.palestine-solidarite.org/rapport.CPI.191108.htm>

3-2 Tariq Ramadan : Les droits humains des Palestiniens sont niés.

Le rapporteur spécial des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (Droits Humains), Richard Falk, n'a pas eu à forcer le trait dans son rapport publié cette semaine. En rendant compte de ce qui se passe aujourd'hui à Gaza et en Cisjordanie, il conclut que le gouvernement israélien viole les Conventions de Genève et soumet Gaza à un état de siège effectif et terrible.

Tariq Ramadan

Plus de 800 morts à Gaza dont une centaine d'enfants, des exécutions ciblées, et sommaires, un blocus qui affame une population entière...après que les autorités israéliennes aient « promis » de lever le siège, de permettre l'assistance humanitaire et de mettre un terme à la politique de peuplement.

Qu'y a-t-il de nouveau au fond ?

Rien, toujours les mêmes mensonges, toujours la même hypocrisie, toujours la même stratégie : gagner du temps, tromper les instances internationales et l'opinion publique, opprimer un peuple pour le forcer à l'étouffement, à l'abandon et enfin à la reddition.

La stratégie israélienne a partiellement réussi sur un point ce faisant. Transformer la question palestinienne en question « humanitaire ».

Il faudrait donc « assister » le peuple affamé (dont la situation n'aurait pour cause que ses « dirigeants extrémistes et terroristes »), lui offrir le pain, le maintenir en état de survie.

Les inondations d'hier confortent cette idée qu'il s'agirait, pour les Palestiniens, de se voir offrir une « compassion internationale » pour un peuple faisant face à « une catastrophe humanitaire » multiforme.

Quel mensonge. Quelle hypocrisie... qui permet, au demeurant, de faire croire que sur le plan politique, on aurait affaire à deux adversaires également responsables, également coupables ?

Le souci « humanitaire » légitime permet ainsi une neutralité politique illégitime, et surtout lâche de la part de la communauté internationale.

Car enfin l'oppression continue, la mort des innocents, le déni de droits, les exécutions, les humiliations...l'occupation au jour le jour de la Cisjordanie et le siège féroce et inhumain de Gaza.

Et pourtant, la stratégie globale est vouée à l'échec. Le peuple palestinien ne plie pas, ne disparaît pas et les consciences qui s'éveillent se répandent à travers le monde. 73% des Européens soutenaient Israël au début des années soixante-dix... 67% soutiennent désormais les Palestiniens. Une inversion.

On ne peut pas mentir indéfiniment. L'Histoire parle et parlera

Sur le terrain, la politique israélienne est en train de mettre un terme, dans les faits, à une possible solution de deux Etats.

Bientôt, il faudra regarder la réalité en face, celle qu'un grand nombre parmi nous a défendue depuis tant d'années :

un Etat, un Etat de droit, avec une citoyenneté égalitaire pour tous, juifs, chrétiens, musulmans ou autres et la vraie transparence démographique et démocratique...

Pour l'heure, les voix dans l'Histoire doivent rappeler le sens de l'Histoire et de la dignité des femmes, des hommes et des enfants.

La défense des droits de la Palestine et des Palestiniens est un impératif moral, un ordre de la conscience, une condition de la dignité.

Notre engagement et notre soutien, dans nos cœurs et nos esprits, ne doivent pas se traduire comme des actes de charité mais des revendications de justice.

Il n'est pas question de s'agenouiller pour reconforter le mendiant, ses besoins et ses larmes mais de se lever pour confronter politiquement l'oppresseur, ses mensonges et ses armes.

<http://libanresistance.blogspot.com/2008/11/les-droits-humains-des-palestiniens.html>

4 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Pcf : "Le bouclage de Gaza dot être levé immédiatement"

Le Parti communiste français exprime sa grande inquiétude devant la montée brutale des tensions et des risques à Gaza. Quatre membres du Hamas ont été tués dimanche dans un bombardement israélien. La « trêve » sécuritaire annoncée en juin dernier est en péril.

Les autorités israéliennes ont décidé la fermeture des points de passage et un blocus complet de Gaza, appliquant ainsi une inacceptable et insupportable punition collective contre l'ensemble de la population de ce territoire, et aggravant encore la situation sociale dure et précaire des habitants de Gaza qui vivent en permanence, depuis des mois, dans une sorte de bouclage quasi-permanent. Le Parti communiste exige la levée immédiate du blocus de Gaza, la liberté de circulation pour les personnes et les marchandises. L'appel lancé par le Secrétaire général de l' ONU, Ban Ki Moon, à rétablir d'urgence l'approvisionnement de Gaza doit être entendu et respecté par les autorités israéliennes, mais aussi par la France et ses partenaires européens qui doivent intervenir sans délais dans cet esprit.

Les tensions et les dangers de la situation actuelle sont issus de la poursuite de la colonisation, de l'impasse politique et du blocage, du fait du gouvernement israélien, de toute négociation véritable pour l'application des résolutions de l' ONU et pour un règlement politique juste et durable dans la sécurité pour tous. La carence d'initiative de la France et des Européens est consternante. Le PCF appelle instamment les autorités de notre pays à s'engager réellement dans l'action pour favoriser un tel règlement. Il ne peut y avoir d'Union pour la Méditerranée crédible sans que des pas substantiels soient faits dans ce sens.

(Lundi 17 novembre, Parti communiste français)

4-2 flambée de violence ces derniers jours dans la bande de Gaza.

Extrait

La flambée de violence de ces derniers jours dans la bande de Gaza prive, une fois de plus, ses habitants des denrées de première nécessité. Depuis vendredi dernier, la distribution d'aide alimentaire a totalement cessé. L'Etat hébreu a renforcé son blocus dans une tentative de mettre fin aux tirs de roquettes par des activistes palestiniens.

Tous les points de passage sont fermés «pour raison de sécurité», obligeant les convois humanitaires à rebrousser chemin. Les entrepôts de l'agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés de Palestine (UNRWA) sont vides. En temps normal, quelque 750 000 personnes, soit la moitié de la population de la bande de Gaza, bénéficient de cette assistance.

Le boom des tunnels

En fin de semaine, la Commission européenne a appelé Israël à alléger son blocus. En vain. Hier, Ehud Olmert, le premier ministre israélien de transition, ne semblait pas prêt à desserrer l'étau. Face à la pénurie, les Gazaouis n'ont d'autre choix que de s'approvisionner via les tunnels de Rafah, qui relie l'enclave palestinienne à l'Egypte. Les centaines de galeries artisanales creusées le long des 14 kilomètres de la ligne de démarcation font l'objet d'un trafic intense. Tout type de marchandises – bétail compris – transite ainsi sous la frontière.

A l'origine, ces installations étaient utilisées pour passer des armes en contrebande destinées à combattre l'occupation israélienne. Avec l'embargo imposé par l'Etat hébreu suite à la prise de pouvoir des islamistes du Hamas en 2007 dans la bande de Gaza, les tunnels se sont multipliés et les activités clandestines diversifiées. Aujourd'hui, les quelque 1000 tunnels recensés servent avant tout à contourner le blocus économique israélien en ravitaillant Gaza en biens de consommation et en carburant. Denrées alimentaires, médicaments, ordinateurs, - vêtements, cigarettes, mais aussi veaux et moutons font quotidiennement le voyage. Rafah est ainsi devenu le plus grand souk de l'enclave palestinienne. On trouve de tout, à condition d'y mettre le prix et de ne pas être trop regardant sur la qualité. Certains produits – comme le lait pour bébé – sont revendus quatre fois plus cher qu'en Egypte.

Mine d'or pour le Hamas

L'existence de ces passages souterrains n'est plus un secret et les tunneliers expliquent d'ailleurs bien volontiers

4-3 Message d'une amie de Gaza.

Bonjour ,

voici le message d'une amie de Gaza qui a passé 2 ans comme assistante d'arabe dans notre ville et est retournée vivre chez elle cet été :

chers amis, je vous écris aujourd'hui, car la situation à Gaza est insupportable, ça fait une semaine, on vit sans électricité, presque 10 heures par jours on n'a pas d'électricité, même le gaz pour cuisiner, des médicaments et des vaccins n'arrivent pas à entrer dans la bande de Gaza. tout ça, c'est pour la sécurité d'Israël.

Chers amis, quand je suis arrivée à Gaza, vous m'avez demandé de la situation ici, je vous ai dit que ça allait, quand j'ai commencé à sortir de la maison et de contacter les gens, j'ai découvert que je n'avais pas raison. quand je parle avec les gens, surtout les jeunes, je me sens très triste, je vous assure que tous les jeunes, même les filles, veulent sortir de Gaza, veulent trouver leur chances Allieur, c'est triste, Non? les avions de F16 ne quittent pas notre ciel!! il y a tous les jours des martyrs, il y a des familles qui ne trouvent rien à manger parfois, malgré la solidarité entre les gens.

Aujourd'hui tout est es cher, trop cher!! parfois, on ne trouve pas de nouritures pour les bébés. je vois tous les jours la souffrance de mon père qui ne dors pas à cause des vaccins qu'il ne peut pas faire entrer à Gaza en tant que responsable des vaccins au ministère de la santé palestinien. comme vous le savez, peut être, que le gouvernement palestinien à Ramallah, a demandé aux employés de ses ministères de faire la grève et de ne pas travailler.

ÇA ne plait pas aux gens. ils veulent travailler, car on n'a rien à faire à Gaza. ça me fait mal de voir mon pays comme ça et de voir la situation qui va de pire en pire chers amis, je vous assure que vous pouvez faire quelque chose pour nous merci à vous, tous

je vous embrasse

SaLmA aHmEd

4-4 Alain Gresh : Une histoire palestinienne.

Cette histoire m'a été transmise par un internaute. Elle s'est déroulée au mois d'octobre et est rapportée par un témoin israélien.

« Récemment, j'ai participé à un rassemblement palestino-israélien appelé Soulha. Il y avait quelques centaines de Palestiniens et d'Israéliens à la recherche de la paix. À Soulha, j'ai rencontré Sami (j'ai changé son nom pour protéger sa vie privée), un jeune palestinien de 22 ans d'un village de Cisjordanie. Sami a travaillé dans un supermarché à Tel-Aviv au cours des 6 dernières années pour aider sa famille. Il a été très heureux de rencontrer des Israéliens qui sont intéressés par la paix. Il m'a dit qu'il a toujours su qu'il y avait de bonnes gens des deux côtés, et il a voulu les rencontrer, et les faire rencontrer à ses amis et la famille. »

« Après la rencontre à Soulha, Sami a voulu continuer ses contacts avec ses nouveaux amis israéliens, et m'a invité avec quelques autres personnes qu'il a rencontrés à la Soulha, à célébrer "l'Aïd el Fiter" (fête de fin de ramadan), à son domicile. Je ne pouvais pas y aller, parce que je partais en vacances le lendemain, mais deux Israéliens s'y sont rendus. Ils ont été reçus très chaleureusement par sa famille et d'autres personnes dans le village, et ils ont apprécié le grand festin. »

« Quelques heures après et alors qu'ils étaient encore là, Sami a reçu un appel sur son portable, d'un homme qui s'est identifié comme un policier palestinien, qui lui a dit de mettre les Israéliens hors du village, car il leur est interdit par la législation israélienne, d'être là. »

« Quelques minutes après, Smadar, une Israélienne, a reçu un appel sur son portable, d'un homme parlant l'hébreu, qui s'est identifié comme Shabak (services secrets) et lui a dit qu'ils doivent quitter cet endroit. Alors, mes amis ont pris leur voiture et, ensemble, avec Sami, sont allés au plus proche point de contrôle. »

« Au point de contrôle tous les trois ont été arrêtés, et emmenés à l'interrogatoire à la police d'Ariel. Là, ils ont été séparés. Les Israéliens ont été interrogés pendant quelques heures, après quoi ils ont été renvoyés chez eux par le bus (alors que leur voiture a été confisquée pendant une semaine, à titre de punition). »

« Sami, pour sa part, a été transféré à un interrogatoire Shabak, où il a été accusé de chercher à "kidnapper les deux Israéliens pour les emmener à Gaza". A ce point l'histoire devient vraiment kafkaïenne : Sami a été mis en isolement pendant 12 jours, au cours desquels il a été interrogé à plusieurs reprises toutes les quelques heures. Il a été attaché dans sa petite cellule de 2 mètres sur 2, tous le temps, ce qui l'a paniqué, et l'a empêché de respirer correctement. Au cours des interrogatoires, il a été battu (il me dit qu'il souffre quand il respire profondément, peut-être une côte est cassée), et a été brûlé avec des cigarettes sur les différentes parties de son corps. Après quelques jours, il a fait une hémorragie. Il a été emmené à un médecin, qui l'a "nettoyé" et l'a renvoyé à sa cellule, où la torture a continué. »

« Pendant tout ce temps, Sami a refusé d'admettre qu'il était un terroriste, et a refusé d'accepter de devenir un collaborateur (ce qui lui a été proposé et aurait entraîné sa libération immédiate). Il a également été forcé à signer de nombreux documents en hébreu, il ne sait pas de quoi il s'agissait, car il ne sait pas lire l'hébreu. »

« Après 12 jours de torture, pendant lesquels il a été menacé, battu et humilié, les interrogateurs ont finalement admis qu'il n'était pas un terroriste, et il a été conduit devant un juge militaire et on l'a accusé d'avoir "tenté

d'entrer illégalement en Israël". Il a été transféré dans une prison (où il a rencontré Marwan Barghouti), et quelques jours après ça, il a été envoyé chez lui avec un "présent" : une période de deux ans de probation. S'il est arrêté de nouveau en Israël au cours de ces deux années, il ira automatiquement en prison. Cela signifie bien entendu qu'il perd son travail et qu'il ne pourra plus soutenir sa famille. »

« Pendant tout ce temps, son amie israélienne, Smadar, a essayé de prendre contact avec lui, de savoir où il se trouvait, mais elle n'a reçu aucune information de la part des autorités, et elle ne savait pas vers qui se tourner. »

« Sami m'a appelé deux jours après cette épreuve. Sa voix était brisée, mais pas son esprit. Je suis en train de faire ce que je peux pour l'aider. J'ai écrit un rapport de ce que lui et son amie israélienne m'ont raconté, et de ce qui s'est passé, de l'envoyer à un ami avocat à moi, qui à son tour nous a dirigé vers le Comité contre la torture. Je ne sais pas encore si cela nous conduira quelque part. (J'espère qu'il peut engager quelque chose pour obtenir aussi de quoi couvrir ses frais médicaux ainsi que lui fournir un certain revenu, et même, peut-être, lui permettre d'aller à l'école. Mais cela coûterait beaucoup d'argent). »

PS Le jeune homme ayant subi des pressions, il a renoncé à engager des poursuites

Alain Gresh :

16 novembre 2008

Source : Les blogs du diplo

<http://blog.mondediplo.net/...>

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Alain_Gresh.161108.htm

4-5 STOP A L'AGONIE DU PEUPLE PALESTINIEN A GAZA

La population de Gaza agonise. Le blocus, établi en septembre 2007, est maintenant total. Les convois humanitaires sont arrêtés par l'occupant israélien. L'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) indique, le 11 novembre, qu'il doit cesser son aide alimentaire, faute d'accès à Gaza.

L'agriculture y manque de semences, d'engrais, il est interdit d'exporter, ce secteur vital au sens fort du mot, est réduit au néant. La hausse des prix est vertigineuse, avec toutes ses conséquences. A cela vient s'ajouter la liquidation des entreprises, avec un chômage de plus de 80%, l'impossibilité de construire des routes, des hôpitaux. La pénurie de médicaments est imminente. Le résultat du blocus est déjà éloquent hélas : en dépit du dévouement des personnels de santé, et de la population, d'après l'Organisation Mondiale de La Santé, le taux de mortalité infantile se monte à 30 pour mille. C'est un des plus élevés du Moyen Orient.

La centrale électrique indispensable pour le maintien d'éléments vitaux pour la survie de la population est coupée faute d'approvisionnement sur décision de l'occupant israélien.

Il plus que temps d'arrêter l'entreprise criminelle de l'Etat israélien. Celui-ci a décidé de rompre la trêve, de reprendre les raids, et ainsi précipiter Gaza et sa population dans le néant. **L'association France Palestine Solidarité Nord Pas de Calais exige que les dirigeants français et européens pèsent de tout leur poids pour arrêter le massacre. Ce poids n'est pas mince au moment où ils négocient le renforcement des liens entre Europe et Israël.** Elle décide de s'adresser d'urgence aux parlementaires français et européens de la région à cet effet. Elle s'associe à l'initiative de l'envoi d'un médecin dans le cadre d'un bateau pour Gaza. Elle prend les contacts en vue d'une mobilisation unitaire pour Gaza. Toutes les initiatives de la semaine à venir concernant la Palestine seront l'occasion pour ses militants d'appeler à la solidarité avec les Palestiniens de Gaza.

AFPS Nord-Pas de Calais Lille le 16 novembre 2008.

<http://www.palestine-solidarite.org:80/communiqued.afps59-62.161108.htm>

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Le silence de l'Occident face à la discrimination d'Israël est inacceptable.

Bien que la Loi du Retour soit généreuse envers l'immigration des Juifs du monde entier, elle est discriminatoire à l'encontre des Palestiniens qui sont vraiment nés sur cette terre et leurs descendants. Des centaines de milliers de réfugiés palestiniens qui ont fui la violence et l'agression des milices sionistes et des forces israéliennes depuis 1948 jusqu'à aujourd'hui, ont été séparés de leurs terres et leurs biens en territoire israélien. La Loi du Retour ne reconnaît pas leur droit au retour, tout simplement parce qu'ils ne sont pas juifs. Encore aujourd'hui, les Palestiniens ne sont pas autorisés à retourner dans leurs villages.

En 1965, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination Raciale (CERD).

Cette convention définit la discrimination raciale comme « distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique."

Elle indique que la conviction que toute doctrine de supériorité fondée sur la différenciation entre les races est scientifiquement fautive, moralement condamnable et socialement injuste et dangereuse et que rien ne saurait justifier, où que ce soit, la discrimination raciale, ni en théorie ni en pratique, n'importe où. Israël a volontairement accepté l'obligation de travailler à la réalisation de ces objectifs par la ratification de la CERD en 1979. **Pourtant, les Palestiniens n'ont toujours pas vu les bénéfices de la convention.**

Ils n'ont pas non plus bénéficié des nombreuses améliorations en faveur de l'égalité des droits depuis la première Conférence mondiale Contre le Racisme en 2001. **La Déclaration de Durban et le Programme d'action adopté lors de cette Conférence ont réaffirmé le droit inaliénable du peuple palestinien à une autodétermination et au respect des droits de l'homme internationaux et du droit humanitaire**, et appellent à la fin de la violence, et à la reconnaissance du droit à la sécurité pour tous dans la région.

Au début du mois d'Octobre 2008, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme sud-africaine des Nations Unies, Navi Pillay a confirmé que la Conférence d'examen de Durban pour évaluer et accélérer les progrès sur la mise en œuvre du Programme d'action aura lieu en avril 2009.

Israël est l'un des rares pays qui n'a pas de constitution, et qui a adopté à la place une série de lois fondamentales. La discrimination raciale institutionnalisée des Palestiniens en Israël est facilitée par la "loi du retour" du pays, qui "accorde à chaque Juif, où qu'il soit, le droit de venir en Israël et de devenir un citoyen israélien." Ce droit a été étendu « pour y inclure l'enfant et le petit-fils d'un Juif, le conjoint d'un enfant d'un Juif et le conjoint du petit-fils d'un Juif."

Bien que la Loi du Retour soit généreuse envers l'immigration des Juifs du monde entier, elle est discriminatoire à l'encontre des Palestiniens qui sont vraiment nés sur cette terre et de leurs descendants.

Des centaines de milliers de réfugiés palestiniens qui ont fui la violence et l'agression des milices sionistes et des forces israéliennes depuis 1948 jusqu'à aujourd'hui, ont été séparés de leurs terres et leurs biens en territoire israélien. **La Loi du Retour ne reconnaît pas leur droit au retour, tout simplement parce qu'ils ne sont pas juifs.** Encore aujourd'hui, les Palestiniens ne sont pas autorisés à retourner dans leurs villages.

Un autre exemple de l'institutionnalisation de la discrimination raciale en Israël est une loi votée par la Knesset, ou Parlement, en 2003 qui empêche les Palestiniens de Cisjordanie occupée ou de la bande de Gaza qui ont épousé des citoyens israéliens de vivre en Israël.

En conséquence, les citoyens palestiniens d'Israël qui épousent des Palestiniens des territoires occupés doivent soit s'y installer, soit se séparer de leurs maris ou de leurs épouses.

La loi autorise les conjoints palestiniens de sexe masculin de 35 ans et plus et les épouses de 25 ans et plus à demander des permis de visite temporaires en Israël. Toutefois, les enfants nés de ces mariages ne pourront pas obtenir la citoyenneté à l'âge de 12 ans et ils seront également contraints de quitter Israël. Cette loi « temporaire » a été prolongée par la Knesset en 2007.

Le Centre Mossawa, qui travaille à la recherche d'une égalité pour les citoyens palestiniens d'Israël, citant **les statistiques du Ministère israélien de l'Intérieur, a affirmé que la loi touchait au moins 21298 familles, y compris des couples mariés depuis longtemps dont les demandes de permis de résidence étaient en instance.** Ainsi, alors que la Loi du Retour est destinée à faciliter la réunification des familles juives israéliennes, la réunification des familles israélo-palestiniennes a été encore aggravée par cette loi temporaire.

La discrimination raciale institutionnelle d'Israël à l'égard des Palestiniens a également lieu dans les territoires occupés. Depuis 1967, **le gouvernement israélien a activement encouragé et facilité l'afflux de plus de 450000 colons juifs en Cisjordanie et dans la bande de Gaza en violation flagrante du droit international.**

En revanche, les Palestiniens sont soumis à un traitement différent. **En 1967, 70.000 Palestiniens ont été dépouillés de leur droit de séjour en Cisjordanie et à Gaza, parce qu'ils ne se trouvaient pas dans les territoires occupés par Israël au moment du recensement qui a eu lieu peu de temps après la guerre de Juin.**

Les demandes de regroupement familial avec les conjoints ou les enfants doivent être soumises aux autorités israéliennes par un parent proche ayant le statut de résident dans les territoires occupés.

Le processus de réunification de la famille peut prendre plusieurs années et, en attendant, les individus tentent à rester avec leurs familles en faisant des demandes de visas de touristes tous les trois mois.

Toutefois, Israël a gelé toutes les procédures de regroupement familial dans les territoires palestiniens occupés après le déclenchement de la deuxième Intifada palestinienne en Septembre 2000.

Les demandes de regroupement familial ne sont plus traitées et les permis de visite ne sont plus délivrés aux personnes concernées, séparant les époux et les enfants de leurs familles. En tant que geste dans les négociations israélo-palestiniennes, Israël a approuvé près de 32.000 demandes de regroupement familial en Cisjordanie et dans la bande de Gaza depuis Octobre 2007.

La plupart des demandes ont été approuvées pour les Palestiniens qui sont restés avec leurs familles en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza après l'expiration de leur permis de visite. Toutefois, selon B'Tselem, près de 90.000 personnes sont toujours en attente d'une décision sur leur demande de regroupement familial.

Les États-Unis, le Canada et Israël se sont retirés du processus mondial pour éliminer la discrimination raciale. **Ils seront sans doute rejoints par les pays de l'Union Européenne si le cas des discriminations raciales à l'égard des Palestiniens est mis clairement à l'ordre du jour.**

Pourtant, des appels lancés par les Prix Nobel de la Paix, Martin Luther King Jr., Nelson Mandela, et l'archevêque Desmond Tutu pour combattre la discrimination raciale n'ont pas perdu leur force et sont toujours valables.

Lors d'une conférence de presse après une réunion du Conseil des droits de l'homme en Septembre 2008, Tutu a déclaré : « Je pense que l'Occident se sent, à juste titre, penaud, pénitent, pour sa terrible connivence avec l'Holocauste. La pénitence est payée par les Palestiniens. J'ai seulement à nouveau l'espoir que les citoyens ordinaires en Occident se réveilleront et diront « Nous refusons de participer à cela. »

Le silence et l'indifférence de la communauté mondiale envers la discrimination raciale d'Israël à l'égard des Palestiniens est un coup porté à toutes les personnes qui ne peuvent pas accepter l'injustice et le comportement injuste, soit de particuliers ou des Etats.

En outre, comme disait Martin Luther King, Jr. au sujet de la discrimination raciale contre les Africaino-américains aux États-Unis, **"L'injustice n'importe où est une menace pour la justice partout."**

Adri Nieuwhof

Adri Nieuwhof est un consultant et un défenseur des droits de l'homme.

http://www.quebecogres.info/article.php3?id_article=1211

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=3054>

5-2 Abdelouahab Derbal : « Les pays arabes sont les grands perdants dans le processus d'Annapolis.

Abdelouahab Derbal, ambassadeur de la Ligue arabe à Bruxelles, : Souvent décriée comme une coquille vide, la Ligue des Etats arabes demeure la seule organisation internationale qui les unie face aux bouleversements internationaux de ce nouveau millénaire. En écoutant son représentant à Bruxelles, on découvre chez cet intellectuel algérien, docteur d'Etat en Droit des universités anglaises, un fin intellectuel doublé d'un diplomate averti.

Le Quotidien d'Oran.: Jusqu'à la veille de la première réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union pour la Méditerranée (UPM) les 3 et 4 novembre dernier, Israël s'opposait à ce que la Ligue arabe soit membre à part entière de l'UPM. Finalement, la Ligue arabe a participé et admise comme membre à part entière. Qu'est-ce qui a fait fléchir la position d'Israël ?

Abdelouahab Derbal.: Ce qui s'est passé n'est pas nouveau. Depuis 1995 et le lancement du processus de Barcelone, Israël n'a jamais arrêté de voir ce processus de coopération comme une tribune politique plutôt qu'un instrument de coopération visant à la promotion et au développement de la région euro-méditerranéenne. A chaque fois qu'Israël était mis au pied du mur, il déclarait que le processus de Barcelone ne résoudra pas le problème de la paix au Proche-Orient et, d'une manière générale, ses relations avec le monde arabe. C'est terrible, puisque Israël laisse entendre vouloir bien être reconnu par les pays arabes et normaliser avec eux ses relations diplomatiques, mais fait tout le contraire dans la réalité des choses. A Marseille, ça a été différent, et l'Etat hébreu a modifié sa stratégie. Il souhaite être reconnu par les Etats arabes en tant qu'ensemble politique, pour ensuite discuter sur la question palestinienne. A mon avis, ce sont les éventuels changements qui sont en train de se produire sur la scène internationale qui poussent Israël à une telle attitude. Je veux parler de l'arrivée des démocrates au pouvoir aux USA avec Barack Obama ; du retour de la Russie dans les affaires internationales ; de l'évolution de la situation en Irak etc. Il faut dire qu'il y a eu une vraie « bataille » diplomatique concertée entre les pays arabes avant la rencontre de Marseille, et la Ligue arabe s'est présentée avec une position ferme et unie sur la question palestinienne.

Le résultat a été en contrepartie d'un poste de Secrétaire adjoint (sur les cinq) attribué à Israël, la Ligue arabe est reconnue comme membre à part entière dans l'UPM. Au final, l'UPM est de nouveau conçue comme un forum politique, plus qu'une structure de coopération technique, commerciale, culturelle... Là encore se pose pour la Ligue arabe la question de fonds : a-t-elle les moyens matériels, financiers, techniques... pour s'impliquer et suivre les futurs projets de coopération inscrits dans le cadre de l'UPM ?

Q.O.: Que devient l'Initiative arabe, celle précisément du Sommet arabe de Beyrouth de mars 2002 ?

A.D.: Israël a rejeté l'Initiative arabe, comme d'ailleurs toutes les propositions de paix qui lui ont été faites depuis 1967. La réponse d'Israël à l'offre de paix arabe au Sommet de Beyrouth a été l'accélération des colonies sauvages en Palestine, la répression sanglante contre les populations civiles telle celle qui a frappé la ville de Djenine, un encouragement démographique à son profit à Jérusalem Est (El Qods)... Face à l'occupation et la destruction de ce qui reste de la Palestine, l'Union européenne (UE) et l'Occident d'une manière générale n'a, en dehors de quelques condamnations de principe, pas réagi ni fait pression sur Israël pour l'arrêter dans sa politique d'occupation. Au contraire, l'UE a renforcé sa coopération et ses échanges commerciaux avec l'Etat hébreu.

Pire, toutes les discussions du processus d'Annapolis sous le parrainage du Quartet ont été menées contre l'Initiative arabe. Je pense que les pays arabes devraient soumettre « l'Initiative » arabe à un référendum populaire dans leurs pays respectifs pour lui donner plus de poids et de légitimité internationale.

Q.O.: Le 9 novembre dernier, le Quartet (ONU, USA, Russie, UE) s'était réuni à Charm El Cheïkh (Egypte), pour relancer le processus d'Annapolis en février prochain. C'est un nouvel espoir de retour à la négociation ?

A.D.: Je vous l'ai dit, Israël rejette depuis le début d'Annapolis l'offre arabe contenue dans leur Initiative de 2002. Posons-nous la question : qu'avons-nous gagné dans les discussions d'Annapolis ? Rien. Nous sommes les grands perdants. Israël a gagné en temps et en stratégie d'occupation de la Palestine. Alors que les discussions se poursuivaient à Annapolis, Israël multipliait les colonies sauvages, finissait d'encercler Jérusalem Est et El Qods. Une fois de plus, nous sommes mis devant le fait accompli. Qu'a fait l'Occident pour arrêter Israël ? Et jusqu'à la solidarité arabe qui s'est durement effritée, démolie. Nous sommes les grands perdants d'Annapolis.

Q.O.: A Damas, lors du dernier Sommet de la Ligue arabe de mars 2008, seuls 11 chefs d'Etat arabes sur les 22 étaient présents ; l'Egypte, la Jordanie ont envoyé des représentants et le Liban était absent. N'y a-t-il pas une responsabilité arabe dans ces échecs successifs face à Israël ?

A.D.: Ce n'est pas Israël qui est fort, ce sont les Etats arabes qui sont faibles, divisés. Nous sommes les grands perdants, je vous l'ai déjà dit. Mais il faudrait tenir compte du contexte dans lequel évoluent les pays arabes. Ils traversent un moment difficile de leur histoire, ils affrontent un contexte international qui ne les favorise pas. Malgré cela, ils maintiennent une position ferme sur la question palestinienne, ils appellent à la paix et au respect des obligations et règles de droit international...

L'absence de certains chefs d'Etat à Damas, en mars dernier, ne remet pas en cause leur solidarité sur la question palestinienne. Si les approches politiques sont différentes, le but est le même : la paix et un Etat palestinien dans ses frontières de 1967 avec Jérusalem Est comme Capitale.

Q.O.: La victoire de Barack Obama aux USA vous donne-t-elle de nouveaux espoirs de paix au Proche et Moyen-Orient ?

A.D.: Le Secrétaire général de la Ligue arabe a félicité le nouveau président américain, et observe cette nouvelle évolution politique aux USA avec beaucoup de respect. Le slogan de Barack Obama était « le changement ». Logiquement, ça va changer la politique internationale américaine, notamment au Proche et Moyen-Orient. C'est-à-dire sur l'Irak et la Palestine. Nous mesurons tout le travail titanesque qui attend le nouveau président américain. Il doit réparer tout ce que Georges Bush a détruit, déstabilisé... Il faut rester vigilant, car il n'y a pas trop de différences entre républicains et démocrates américains dans la politique extérieure des USA. Cependant, nous espérons que la nouvelle administration américaine va oeuvrer plus pour la paix que pour la guerre, d'autant plus que l'apaisement et la paix au Moyen-Orient sont aussi dans l'intérêt des Américains eux-mêmes. N'oublions pas qu'il y a un autre élément qui aura tout son poids dans les relations internationales aujourd'hui : la crise financière internationale.

Q.O.: Le retour de la Russie sur la scène internationale va-t-il changer la donne pour les pays arabes ?

A.D.: Certainement. Mais il n'y a pas que la Russie. Il y a aussi l'arrivée de la Chine et bien d'autres pays émergents. Chez les Américains, la notion du droit est liée à l'idée de force, alors que pour nous, le droit est lié à la notion de justice. Ce n'est pas la même conception. De plus, regardez comment les USA ont mis à profit la situation difficile qu'a traversée la Russie à partir de 1990 pour l'encercler pour des raisons stratégiques et économiques (énergie). La donne a changé et la Russie est en train de dire aux Américains qu'ils ne peuvent pas faire tout ce qu'ils veulent dans le monde. Fini l'unilatéralisme violent des USA de George Bush. Il faut faire avec le reste du monde.

Q.O.: Quels sont les principaux domaines de coopération de la Ligue arabe avec l'Union européenne ?

A.D.: Il est surtout d'ordre politique, d'autant plus que les mécanismes et structures de travail sont différentes. L'UE conçoit son travail dans une optique supra nationale. Elle construit des politiques communes et finit son projet d'intégration. Ce n'est pas le cas pour la Ligue des Etats arabes, même si historiquement la Ligue est plus ancienne que l'UE. Par ailleurs, l'UE a des relations bilatérales avec chaque Etat arabe (accords d'association) et c'est toute la complexité pour la Ligue qui fait du multilatéral. Autrement dit, comment joindre les accords d'association dans la politique de coopération de la Ligue arabe avec l'UE ? Il est nécessaire pour la Ligue arabe de revoir son organisation, ses mécanismes, ses projets communs... pour arriver à des standards de coopération et d'échanges entre les pays arabes eux-mêmes, ensuite avec l'UE et le reste du monde. Actuellement, nous intensifions le dialogue politique Ligue arabe - UE et nous allons nous impliquer dans des domaines de coopération concrets, tels ceux de l'énergie, l'environnement etc.

Q.O.: Vous semblez optimiste pour l'avenir des pays arabes...

A.D.: Je suis fier de représenter le monde arabe à Bruxelles. Vous savez, presque toutes les puissances occidentales ont occupé les pays du monde arabe, alors que les pays arabes ne l'ont pas fait. Les peuples arabes savent bien ça. Il manque aujourd'hui au monde arabe un projet qui tend vers la modernité, l'ouverture, la tolérance... Sans abandonner ses principes, le monde arabe peut construire une vraie démocratie. On peut avoir une lecture de la démocratie différente, mais on peut construire des sociétés basées sur la justice, la tolérance, la diversité, le respect des spécifiés etc. Pour être respectés par les autres, il nous faut un monde arabe démocratique, ouvert et fort.

par Notre Bureau A Bruxelles: M'hammedi Bouzina Med

Source : Le Quotidien d'Oran

<http://www.lequotidien-oran.com/...>

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Abdelouahab_Derbal.151108.htm

6 Annexe

6-1 Dr. Azzam Tamimi : Hamas : Son histoire de l'intérieur (3)

L'ouvrage Hamas : Son histoire de l'intérieur de Dr. Azzam Tamimi s'inscrit dans une volonté de montrer au monde la vision du mouvement du Hamas et d'expliquer ainsi son développement. Le département français du Centre Palestinien d'Information (CPI) a donc jugé intéressant d'en présenter ici la traduction complète, diffusée régulièrement en de nombreuses parties.

Introduction (2)

La différence entre ce livre et la plupart des autres écrits sur le Hamas est qu'il parle du Hamas dans un contexte général plutôt qu'en le plaçant exclusivement dans le contexte d'Israël. Le Hamas est une organisation d'Arabes et de musulmans qui se trouvent être palestiniens, et qui se voient comme étant les victimes immédiates d'un complot tramé par un ordre mondial injuste qui crut bon de créer un Etat juif au cœur même des territoires arabes et musulmans. Ils voient les Israéliens comme étant les oppresseurs directs qui les dépossédèrent et qui les persécutèrent pendant des générations. Alors qu'elles s'occupent d'abord de soucis locaux, les activités du Hamas ont des conséquences et des implications régionales ainsi que mondiales. La lutte contre Israël est un des divers éléments qui renseigne sur la pensée du mouvement et qui fait connaître son activisme, mais ce n'est en aucun cas le seul. Le Hamas, qui prit ses origines chez al-Ikhwan al-Muslimun (les Frères Musulmans), partit d'un projet social motivé par la philanthropie et dédié à la charité.

Les Frères Musulmans sont un mouvement détesté et craint dans certaines régions, mais aimé et soutenu par des musulmans d'Arabes et admiré par plusieurs millions de musulmans autour du monde. Il est respecté par de nombreux non-musulmans qui l'étudièrent ou qui vinrent à le connaître correctement, soit à travers les écrits de ses leaders, soit en leur ayant parlé directement. Plutôt caractérisés par leurs adhérents comme un mouvement de réforme global, les Frères Musulmans étaient à l'origine des Egyptiens, mais ils se développèrent depuis en un réseau mondial. L'organisation mère fut fondée en 1928 par Hassan al-Banna (1906-1949) dans la ville égyptienne al-Isma'iliyah, où il enseignait dans une école primaire, non loin des quartiers généraux des forces occupantes britanniques. Combinant des éléments de spiritualité acquis de l'association d'al-Banna avec l'ordre soufi Hassafiyah avec les enseignements monothéistes anciens de l'islam qu'il apprit de l'école salafite de Mohammed Rashid Rida (1865-1935) – un disciple et proche associé de Muhammad Abduh (1849-1905) – le projet reçut un grand accueil populaire. Peu après sa naissance, le mouvement des Frères Musulmans se développa rapidement en Egypte et au-delà. A l'intérieur de l'Egypte, il avait quatre branches en 1929, quinze en 1932, trois cents vers 1938 et plus de deux mille en 1948. Vers 1945, il avait un demi million de membres actifs en Egypte seulement. Entre 1946 et 1948, des branches des Frères Musulmans furent ouvertes en Palestine, au Soudan, en Irak et en Syrie.

Le talent d'al-Banna était manifeste dans son habileté à présenter aux masses les entreprises des intellectuels de son temps et à transformer en un mouvement populaire les projets élitistes des réformistes qui le précédèrent. Il ne travaillait pas dans les mosquées, car ceux qui fréquentaient les mosquées n'étaient pas sa cible. Il ne travaillait pas non plus dans des cercles culturels ou d'autres lieux de rencontres de la classe supérieure. Son domaine d'activité se trouvait dans les cafés populaires et dans les lieux de rencontres, où il réitérait en des termes plus simples, plus directs, les appels à la réforme effectués par des réformateurs du dix-neuvième siècle. Sur le colonialisme, il transmettait la pensée de Jamal al-Din al-Afghani (1838-1897) et de Mustafa Kamil (1874-1908). Sur l'usure, il prenait son exemple de Muhammad Abduh et de Muhammad Rashid Rida. Mustafa Kamil forma son opinion sur l'influence du commerce étranger, alors que Abduh et Rida formèrent ses idées sur le chaos intellectuel et la perte des valeurs morales. Jamal al-Din al-Afghani et Shakib Arsalan (1869-1946) l'inspirèrent pour sa condamnation de l'imitation aveugle de l'occident, et Shakib Arsalan éveilla sa critique des lois instaurées par l'homme qui échouaient à freiner le crime ou à décourager les criminels. Muhammad Abdul était l'origine de ses pensées sur la mauvaise gestion de l'éducation. Enfin, sur les signes de désespoir et de perte de volonté manifestes dans la communauté musulmane, il prit son inspiration de Arsalan et de Kamil.

Al-Banna condamna les divisions partisans pour l'intensification des problèmes dont souffrait déjà la communauté en conséquence du sous-développement et du colonialisme. Sa priorité était d'alerter le peuple d'Egypte sur l'importance de l'unité et de la cohésion. Il avertit que tant que la communauté était fragmentée et noyée dans les disputes, elle ne pourrait jamais affronter la menace de l'hégémonie coloniale. Son message n'était pas limité à l'Egypte, mais la transcendait pour qu'il soit diffusé dans tout le monde musulman, dont la plus grande partie était sous une occupation étrangère à l'époque. Il tint les forces européennes pour responsables du « démembrement de l'empire islamique et l'annihilation de l'Etat islamique et sa suppression de la liste des nations actives et puissantes ». Les objectifs à long terme de son mouvement étaient d'abord de libérer le territoire islamique de toute autorité étrangère, et d'établir ensuite un Etat islamique sur cette terre islamique. Toutefois, aucun objectif ne pouvait être atteint si l'on ne s'occupait pas en premier lieu des besoins immédiats de la société. Le projet d'al-Banna était, au-dessus de tout, un effort visant à "réhabiliter" la communauté, en commençant par l'individu, puis la famille, pour arriver jusqu'à la société dans son ensemble, tout cela à travers un processus de réforme graduel.

Ces deux mêmes objectifs furent poursuivis, employant la même méthodologie de réforme graduelle, par des branches des Frères Musulmans à travers la région arabe, dont la Palestine, où les Frères Musulmans palestiniens prirent racines immédiatement après la fin de la seconde guerre mondiale. Les Frères Musulmans palestiniens ouvrirent d'abord quelques branches locales à Gaza. Toutefois, le 6 mai 1946, leur structure s'approcha de son achèvement avec l'inauguration officielle du bureau central du mouvement à Jérusalem, en la présence de dignitaires locaux, ainsi que d'invités qui vinrent du Caire pour représenter le mouvement mère en Egypte. La création d'Israël sur deux tiers de la Palestine en 1948 fit séparer les Frères Musulmans palestiniens en deux organisations. L'une était à Gaza, qui se retrouva sous la direction militaire égyptienne, et l'autre en Cisjordanie, qui fut annexée à la Transjordanie et devint en temps voulu une partie du royaume hachémite de Jordanie. Ce livre commence du moment en 1967 où l'occupation israélienne du tiers restant de la Palestine créa une opportunité aux Frères Musulmans de renaître et de se réunifier.

6-2 Silvia Cattori : Islam : l'ennemi fabriqué.

« *Viendra un temps où les responsables des crimes contre l'humanité, qui ont accompagné le conflit israélo-palestinien et d'autres conflits de notre époque, seront appelés à répondre devant les tribunaux des hommes ou de l'histoire, avec leurs complices et tous ceux qui, en Occident, ont choisi le silence, la lâcheté et l'opportunisme* ». (*)

Les va-t-en guerre se sont appuyés sur des attentats isolés, aux origines mal élucidées, pour incriminer tout à la fois, Oussama Ben Laden, Saddam Hussein, les Palestiniens, les « musulmans » en général, et influencer sur notre perception [1].

Pour justifier leurs guerres unilatérales, et légaliser, sous le masque d'une « guerre mondiale au terrorisme », leurs violations des droits des peuples et du droit international, il leur fallait commencer par mentir et fabriquer un ennemi.

Est-il besoin de rappeler que, avant d'envahir l'Irak en 2003, l'administration Bush avait présenté de faux documents de façon à accréditer la possession d'« armes de destruction massive » par le Président Saddam Hussein et une responsabilité irakienne dans les attentats du 11 septembre 2001 ?

Cette falsification monstrueuse n'était que l'un des innombrables mensonges répandus pour entraîner le monde entier dans des guerres criminelles à répétition.

Depuis 2005, grâce à l'enquête confiée par le Conseil de l'Europe au sénateur suisse Dick Marty [2], nous savons comment, dans le cadre de cette prétendue « guerre au terrorisme », les officiers de la CIA et du FBI ont fait transférer dans des prisons secrètes, pour y être sauvagement torturés, nombre de musulmans kidnappés au hasard. Nous savons également comment des pays européens ont étroitement participé à ces activités, contrairement aux principes fondamentaux dont ils se réclament. [3]

Mais nous sommes très loin d'imaginer toute la mesure dans laquelle ces pouvoirs se servent de journalistes et d'agences de « relations publiques » [4] pour répandre la peur de façon à imposer une fausse perception des choses.

« *On est dans un moment épouvantable. Le milieu intellectuel parisien est dans une dérive parareligieuse, dans une islamophobie latente (...) Il n'y a aucune raison d'avoir peur de l'Islam* » répondait l'intellectuel français Emmanuel Todd au journaliste qui lui demandait s'il n'avait pas "peur des musulmans". [5]

Pourtant, en Occident, cette peur des musulmans est bien là, palpable.

Il a suffi aux idéologues, adeptes du « choc des civilisations », d'associer l'Islam au « terrorisme », le port du voile au « fanatisme », pour distiller insidieusement un sentiment d'insécurité et créer un profond rejet contre cette religion. On doit malheureusement constater que la majorité des grands médias ont fait largement écho à leurs arguments racistes – délibérément ou par ignorance – contribuant ainsi à amplifier cette vaste intoxication.

Nous en sommes les témoins directs. Des journalistes, des journaux à grand tirage, des présentateurs télévisés, ont abusé de manière stupéfiante de leur position.

Chacun de nous peut se souvenir de tel ou tel commentateur, ou envoyé spécial en Irak ou en Palestine, qualifiant de « terroristes » ceux qui se dressaient contre l'envahisseur, alors qu'il s'agissait de résistants. Ou encore de tel autre journaliste faisant systématiquement passer des idées grotesques, sur le voile et la « charia » (la loi musulmane), pour entretenir l'impression que les musulmans « *ne sont pas comme nous* », n'acceptent pas « *nos* » valeurs, saisissant toute occasion de les associer au « *fanatisme* », à l'« *arriération* », à l'« *oppression* » de la femme [6].

Sans ces féroces campagnes de dénigrement de la culture et des traditions de la société arabe, le développement des préjugés islamophobes n'aurait jamais pu prendre une telle dimension. Et l'indifférence des gens demeurer si totale, malgré les images insoutenables de détenus torturés, ou de civils déchiquetés par les bombardements, en Palestine, au Liban, en Irak, en Afghanistan.

Il faut appeler les choses par leur nom. Ce qui nous a été présenté comme une guerre pour « *restaurer la loi et la sécurité* », était ni plus ni moins une guerre islamophobe. Une guerre totalement instrumentalisée par des intervenants dévoués à la défense des intérêts d'Israël au Moyen Orient avant tout.

Dans des pays comme la Suisse ou l'Italie, par exemple, où l'on n'avait jamais connu d'attentats pouvant être attribués à des Arabes ou à des musulmans, des personnes qui n'avaient rien à se reprocher, ont été ciblées en raison de leur appartenance religieuse. Et – dans tous les milieux sociopolitiques – dès les années 2000 surtout, les gens ont commencé à regarder avec de plus en plus de méfiance les femmes portant le foulard et les fidèles qui fréquentaient les mosquées.

Cette criminalisation, consciente ou non, d'une population importante (l'Union européenne compte 15 millions de musulmans), avait une motivation éminemment politique. Elle devait préparer l'opinion publique à adhérer à la guerre ou à l'accepter.

La criminalisation des musulmans a servi à cela : à conditionner l'opinion pour que nul n'aille s'apitoyer sur les souffrances que nos « *défenseurs des libertés* » leur faisaient endurer ; et aussi à préserver les criminels étatiques de toute critique.

Cette politique cynique, à laquelle des journalistes asservis ont indéniablement contribué, porte un nom : « *stratégie de la tension* ». Une stratégie qui consiste à cibler et dénigrer des citoyens ordinaires, -ici des musulmans respectueux des lois- à les accuser de choses absurdes et, le moment venu, à leur attribuer les

provocations ou les attentats que des agents clandestins étatiques ont préparés à cet effet, ou – et cela se produit plus souvent qu'on ne l'imagine- ont parfois eux-mêmes perpétrés.

Ce n'est pas une fiction. Dans un ouvrage intitulé « Les armées secrètes de l'OTAN » [7], l'historien suisse Daniele Ganser a montré comment, durant la « guerre froide », les Etats-Unis, et leurs alliés européens, se sont servis d'un réseau clandestin formé par l'OTAN, en association avec la CIA, appelé « *Gladio* », pour fomenter des attentats meurtriers et ensuite les attribuer aux communistes. Vincenzo Vinciguerra, qui a participé à la préparation de ces attentats à la bombe contre des innocents, a confirmé par la suite que le but recherché par ces massacres était de provoquer la panique et de pousser les autorités vers un régime autoritaire.

Aujourd'hui, les mêmes manipulations ne sont-elles pas toujours à l'œuvre, à notre insu ?

Mais, cette fois, les manipulateurs étatiques ne ciblent plus les gauchistes et les communistes, comme durant les années 60-80 ; ils ciblent les Arabes et les musulmans. Chaque attentat est tout de suite mis à profit par ces « *spécialistes du terrorisme* », appelés à les commenter et les expliquer, pour relancer le débat et accroître la méfiance vis-à-vis de l'Islam.

Il n'y a, en général, aucune réaction pour contester l'arbitraire et les falsifications. [8] Il est donc d'autant plus aisé, de répandre des fausses nouvelles, que les médias traditionnels ne montrent aucune propension à aller enquêter, comme il se devrait, pour vérifier si les versions officielles sont plausibles. [9]

Les citoyens, pris dans la désinformation, sont loin de s'imaginer que leurs autorités, aidées par le quatrième pouvoir, pourraient tremper, de près ou de loin, dans la mise en place de stratégies contraires à leur intérêt, et on les comprend.

Mais, aujourd'hui, quelque chose est en train de changer : les victimes commencent à sortir la tête de l'eau et à parler [10]. Et, pour certaines d'entre elles, à exprimer leur amertume vis-à-vis de ces journalistes et journaux qui ont été à l'origine de leur descente aux enfers. Il est urgent de les écouter. Et de lever le voile sur cette sombre période.

Les deux exemples qui suivent concernent des personnalités très différentes, mais qui ont une chose en commun : ils ont été l'objet d'accusations, aussi infondées que dévastatrices, de la part de médias clairement orientés.

Les mensonges qui tuent : le cas de Youssef Nada.

M. Nada, ingénieur et banquier italien d'origine égyptienne, est une des victimes de ces campagnes médiatiques mensongères. Suite aux accusations d'une poignée de journalistes, il a été inscrit sur la liste noire de l'ONU. Bien que son innocence ait été confirmée par les tribunaux, ses biens restent gelés et il demeure, depuis 2001, assigné à résidence dans la minuscule enclave de Campione d'Italia. [11]

Il dirigeait une société bancaire florissante dans la ville suisse de Lugano, quand un article de Guido Olimpio, paru sur le « *Corriere della Sera* » [12], l'a brutalement frappé. Le journaliste l'accusait alors de financer le groupe palestinien du Hamas. Groupe que l'occupant israélien considérait comme « terroriste » et visait à faire cataloguer comme tel par les pays occidentaux.

C'était en 1997. Ce qui confirme que la stratégie de criminalisation était déjà à l'œuvre bien avant les attentats du 11 septembre 2001. L'accusation formulée contre lui a eu des conséquences terriblement lourdes. Bien qu'elle ait été dûment démentie, elle a été reprise sans vérification par d'autres journalistes et a ainsi continué à faire les grands titres de la presse internationale [13]. Pour finir par se transformer en « vérité ».

Le doute et l'opprobre jeté sur M. Nada a permis, dans un premier temps, de stigmatiser cet éminent opposant politique au régime dictatorial du Président Mubarak (un allié des Etats-Unis et d'Israël) et de discréditer l'association des Frères musulmans, dont M. Nada est également une des personnalités les plus respectées.

Dans un second temps, les accusations du "*Corriere della Sera*" ont permis au FBI de désigner M. Nada lors des attentats du 11 septembre et de faire de lui un coupable.

C'est ainsi que, le 7 novembre 2001, M. Nada a sursauté en entendant le Président des Etats Unis en personne dire, sur une chaîne télévisée, que la société Al Taqwa, qu'il dirigeait à Lugano, était le principal pourvoyeur de fonds d'Oussama Ben Laden.

Sur quelle preuve M. Bush pouvait-il bien fonder une si énorme accusation ? Le seul élément jamais présenté par le FBI, aux autorités suisses, reste l'article du « *Corriere della Sera* » écrit par Guido Olimpio en 1997.

Ce qui aurait pu ne rester qu'une accusation sans fondement, était devenu une « vérité » officielle planétaire permettant de légitimer des sanctions illégales et des guerres.

Cette fois ce n'était pas seulement avec le mouvement palestinien Hamas que M. Nada était accolé ; mais avec le « diable » en personne ! Oussama Ben Laden ! Cette fois M. Nada était brûlé.

Comme il le dit lui-même, dans le film que lui a consacré Andrea Canetta : « *Calomnier quelqu'un de mon âge revient à le tuer avant qu'il ne meure. Ils m'ont assassiné. Le fait que je me tienne debout devant vous ne signifie pas que je sois vivant, Ils m'ont tué, moi et ma famille ma réputation. Ils ont détruit tout ce que j'avais construit au cours de ma vie* » [14].

Basé sur un pur mensonge, un engrenage kafkaïen venait de se mettre en place. Depuis sept ans, M. Nada en est réduit à se battre devant les tribunaux et devant l'opinion publique pour que justice lui soit enfin rendue.

Le mal est fait. Même si, demain, justice lui était rendue, sa vie a déjà été massacrée.

Le cas de Kassim Britel.

C'est une autre histoire horrifiante. Elle concerne cet Italien d'origine marocaine, victime, comme des milliers d'autres musulmans, d'une de ces opérations criminelles de la CIA appelées « *extraordinary renditions* ».

M. Kassim Britel voyageait au Pakistan quand, le 10 mars 2002, il a été enlevé par les Services de renseignement pakistanais. Il a été torturé, puis « vendu », oui vendu, aux officiers du FBI et de la CIA [15]. Ces derniers l'ont

torturé à leur tour et lui ont promis argent et liberté s'il acceptait d'espionner des musulmans. Comme il a refusé, ils l'ont livré aux Services secrets marocains afin qu'ils l'interrogent et le torturent encore. Il est toujours dans leurs mains à ce jour, alors même que son innocence a été démontrée, et malgré la pressante invitation au gouvernement italien, contenue dans la Résolution du Parlement européen sur les « vols secrets de la CIA », pour que l'Italie « fasse des pas concrets pour sa libération ».

Ici aussi, il y a une famille traumatisée par la manière avec laquelle on a transformé un mari, un fils, un frère, en « criminel ». Ici aussi ce sont les accusations, jamais prouvées, d'un journaliste qui ont été, semble-t-il à l'origine de la diabolisation de la victime.

Son épouse raconte son calvaire d'une voix douce. « Mon époux a été calomnié d'une manière très lourde par quelques journalistes qui, semble-t-il, diffusent ce que veulent les services secrets ». Raison pour laquelle Mme Britel a ouvert une action en justice contre les quotidiens italiens, « Il Corriere della Sera » et « Libero ». « Déjà en 2001, quatre mois avant que mon mari ne soit enlevé illégalement et remis à des agents de la CIA au Pakistan, Guido Olimpio avait écrit un article dans lequel il le présentait comme un dangereux terroriste. J'étais très en colère. Il disait qu'il était toujours en voyage, qu'il était membre d'un réseau terroriste islamiste, qu'il fournissait de faux papiers d'identité, que nos noms et adresses avaient été trouvés à Kaboul, et que, sous couvert d'une vie anonyme et tranquille, il disparaissait périodiquement. Il parlait de passeports vierges volés dans notre ville, de sa prétendue appartenance au « Groupe salafiste pour la prédication et le combat, associé à Oussama Ben Laden ».

Ce n'étaient que de pures inventions ! Mon mari menait une vie normale. Comment un journal peut-il accepter que l'on invente des choses pareilles dans un pays civilisé ? Je n'arrivais plus à raisonner. Je me disais : regarde ce qu'ils nous ont fait ! Tout cela a détruit notre famille. Ils veulent m'incriminer moi aussi parce que je défends mon époux, parce que je porte le foulard.

Le journaliste ne présentait jamais aucune preuve justifiant le contenu de ses dénonciations. En le lisant, je me disais qu'il ne parlait pas de mon mari, que tout cela était absurde, qu'il parlait de quelqu'un d'autre, qu'il inventait ces choses pour faire le portrait de celui qu'il voulait faire passer pour un « terroriste dormant ». Tout ce qu'il disait n'avait rien à voir avec la réalité. C'étaient des affirmations gratuites qui ne reposaient sur rien. Malgré cela, il est revenu à la charge plusieurs fois pour dire des mensonges présentés comme de graves révélations mettant en cause mon mari.

C'est dans le contexte délétère de la radicalisation raciste ayant suivi les attentats du 11 septembre, que le « Corriere della Sera », a édité à 2 millions d'exemplaires le pamphlet islamophobe d'Oriana Fallaci « La rabbia e l'orgoglio » [16] [La Rage et l'Orgueil] qui qualifiait l'Islam de « nazifascisme » et appelait à la haine contre les musulmans.

Je me rappelle que, le 19 novembre 2001, j'ai trouvé une foule de journalistes qui m'attendaient sur mon lieu de travail. Et que, les 20 et 21 novembre, il y a eu une dizaine d'articles. Les plus lourdement accusateurs étaient ceux du "Corriere della Sera". [17]. Les gens que je rencontrais me disaient « Tu as lu le titre du Corriere ? ». Quand je lisais ces choses, cela me tombait dessus. Même si je voulais réagir, je ne pouvais pas. J'étais paralysée. J'ai dû m'enfuir de ma maison.

J'ai écrit au Président, aux ministres. Depuis des années je demande justice. Le fait qu'il soit innocent n'a pas servi à rendre à Kassim sa liberté et à lui restituer son honneur. Sa vie est en péril. Je suis fatiguée et indignée. Nous sommes des citoyens sans droits.

Quand, suite à ma dénonciation pénale, Guido Olimpio a été convoqué et interrogé par la police judiciaire il a déclaré : « Les informations proviennent de divers organes du Renseignement italien et aussi étrangers par voie confidentielle ». Était-ce une manière de ne pas avouer qu'il avait menti du début à la fin ?

Je tiens à souligner que le rôle du gouvernement Berlusconi et de ses Services secrets – alors dirigés alors par Franco Frattini [18] - est fondamental dans cette affaire. Ils étaient au courant de l'arrestation de mon mari et de ce qu'il subissait, et ils ne me le disaient pas. Les polices collaboraient avec les services de la CIA, du Pakistan et du Maroc, en dehors du cadre légal, comme cela est démontré dans les actes de l'enquête italienne, fermée et archivée en septembre 2006 ».

Pourquoi ont-ils agi ainsi ?

« Il y a un épisode qui l'explique. Nous étions en 2001, peu avant la réunion du G8 à Gênes. Les médias étaient remplis d'articles qui annonçaient que des groupes « extrémistes islamistes » se préparaient à aller au G 8 verser « du sang infesté » sur les forces de l'ordre. C'est durant cette période que la police a mis sous enquête tous les musulmans qui fréquentaient les mosquées et a perquisitionné leurs foyers. En juillet, quand notre maison a été perquisitionnée, Kassim était en voyage au Pakistan. C'est précisément à cette époque que les titres des journaux mettaient l'Italie en émoi en annonçant la probabilité d'attaques imminentes d' « islamistes ». A noter que, lors de la réunion du G 8, il n'y a eu aucune attaque organisée par des musulmans. En revanche, il y a eu des provocations et des violences policières.

Deux mois après la fermeture du dossier de Kassim par la justice, le 29 septembre 2006, le « Corriere della Sera », qui avait toujours fait ses grands titres pour diffamer mon mari et l'associer au terrorisme international, aux Talibans et à Ben Laden, en l'appelant de manière impropre « El Kassim », a publié une petite note en page 13, sous le titre : « Terrorisme, accusations inconsistantes pour Britel ». Ainsi, celui que Guido Olimpio avait toujours appelé « El Kassim » était devenu soudain « Britel » au moment où il était innocenté.

Les lecteurs n'allaient pas forcément faire le lien entre le « terroriste » fabriqué de toutes pièces, et l'honnête homme qui avait injustement subi presque sept années d'emprisonnement et de tortures. Il ne sera pas rappelé non plus que « Britel » avait été victime des abominables « renditions » et détentions secrètes illégales de la CIA,

condamnées par le Conseil de l'Europe et le Parlement européen. Ceci pour dire, en conclusion, que les lecteurs auront été désinformés jusqu'au bout ».

Comme cela apparaît, au travers de ces deux cas révoltants, la priorité des médias en général, n'est pas d'attirer l'attention du monde sur les souffrances provoquées par les violations du droit international perpétrées par des grandes puissances, dans le cadre de cette « lutte contre le terrorisme ». La priorité est d'inonder les gens et les librairies d'articles et d'ouvrages évoquant un lien entre « islam et terrorisme ». La priorité est d'entretenir la peur du « terrorisme religieux », cette « hydre menaçante à cent têtes » qui « étend sa progression jusqu'au seuil de nos portes » [19].

La déshumanisation des Arabes est une arme de guerre. Une arme, que l'Etat colonial israélien a toujours utilisée avec un évident succès. C'est ainsi que les Palestiniens ont toujours été maltraités et présentés abusivement par leur occupant comme « terroristes ».

Pendant ce temps, derrière le paravent de prétendus « processus de paix », Israël a réussi à entraîner « l'Occident » dans sa confrontation militaire avec le monde arabe et à lui faire adopter son système « orwellien » de surveillance des populations. Transformant ainsi son conflit régional en confrontation globale, en une guerre mondiale contre l'Islam.

Cet état de guerre qui humilie et ensanglante les peuples du Moyen Orient depuis 60 ans, et qui maintient l'opinion publique sous le règne du mensonge, a déjà trop duré.

« Aujourd'hui, alors que notre planète est « minée » par d'innombrables conflits entre groupes, entre Etats, et même entre sphères culturelles, nous avons un énorme besoin d'un « journalisme de la paix » qui nous offre des clés pour comprendre ces conflits, qui nous donne des éléments pour saisir les contradictions qu'ils reflètent, et qui nous propose des pistes de réflexion sur la manière de les transformer et transcender . » [20]

Pour contribuer à mettre un terme à ces cruels conflits, il ne faut pas avoir peur de dire la vérité, même si cela n'a rien d'agréable. Car il est encore bien plus désagréable de découvrir les souffrances endurées par des innocents injustement condamnés.

Mais, comme le dit si justement le journaliste Alan Hart :

« L'enfer, c'est lorsque vous comprenez que votre vie touche à son terme et que vous n'avez pas mobilisé tous vos talents et toutes vos ressources autant que vous auriez pu le faire afin de changer quelque chose - c'est-à-dire que l'enfer, c'est le moment où vous prenez conscience, après mûre réflexion, que vous avez gâché votre vie. Le Paradis, en revanche, c'est la prise en considération de l'approche de votre mort sans crainte, parce que vous savez qu'au contraire, vous avez fait de votre mieux pour changer, aussi peu que ce soit, le monde. » [21]

(*) ISM-Italia

[1] Sur les « stratégies du mensonge dans la politique contemporaine » et le fonctionnement de la falsification lire l'ouvrage : « La fabbrica del falso » de Vladimiro Giacchè, *Derive-Approdi*, 2008.

[2] Voir :

« Allégations de détentions secrètes et de transferts illégaux de détenus concernant des Etats membres du Conseil de l'Europe », Rapport de M. Dick Marty à la *Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe*, 12 juin 2006.

« Détentions secrètes et transferts illégaux de détenus impliquant des Etats membres du Conseil de l'Europe : 2e rapport », Rapport de M. Dick Marty à la *Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe*, 7 juin 2007.

Le Parlement européen a, de son côté, réalisé une enquête approfondie instituant le TDIP (Temporary Committee on the alleged use of European countries by the CIA for the transportation and illegal detention of prisoners).

[3] Voir : « Jean-Claude Paye : Les lois antiterroristes. Un acte constitutif de l'Empire », par Silvia Cattori, *Réseau Voltaire*, 12 septembre 2007.

[4] Voir à ce sujet :

« Opération Balkans : publicité pour la guerre et la mort », par Jörg Becker et Mira Beham, *Horizons et débats*, 11 novembre 2008.

« Comment la machinerie croate des relations publiques s'est mise à polariser l'opinion avec l'aide de « Ruder Finn » », extraits du livre « *Kriegstrommeln – Medien, Krieg und Politik* » de Mira Beham, *Horizons et débats*, 12 novembre 2008.

[5] Voir : « Le milieu intellectuel parisien est dans une islamophobie latente », Interview d'Emmanuel Todd, *El Watan*. 3 novembre 2008.

[6] Les partisans de la manière forte avec les Arabes et les musulmans, les plus remarquables : Daniel Pipes aux Etats-Unis ; le « philosophe » Alain Finkielkraut, un peu l'équivalent français d'Oriana Fallaci ; le journaliste Alexandre Adler.

A la veille de la guerre contre l'Afghanistan, ce dernier prétendait qu'elle aurait le mérite de libérer les femmes de la Burka. Dans le Figaro, du 8 novembre 2008, il a fait l'éloge de Bush, cet allié docile d'Israël pour que l'on n'oublie pas d'« instruire à décharge et de reconnaître le grand courage du président à l'heure de l'épreuve, sa détermination à porter le fer au cœur du dispositif ennemi, en Irak » ; voir cet article.

[7] Voir : http://www.voltairenet.org/librairie/product_info.php?products_id=65

Voir également : « Le terrorisme non revendiqué de l'OTAN », par Silvia Cattori, *Réseau Voltaire*, 29 décembre 2006.

[8] En pleine offensive israélienne, Guido Olimpio a lancé de très graves accusations pour criminaliser, à nos yeux, l'adversaire d'Israël, donc celui qui se trouvait du côté des agressés. Voir : « [Droga e viagra, così si finanzia Hezbollah](#) », par Guido Olimpio, *Corriere della Sera*, 22 juillet 2006.

[9] Les journalistes qui remettent en question l'histoire officielle et en démontrent les points faibles sont ostracisés, contraints de s'exiler, comme Christopher Bollyn, journaliste d'investigation pour *American Free Press* ; ou poursuivis en justice, comme l'Allemand Jürgen Cain Külbel.

[10] Voir : « [Sami El Haj, journaliste d'Al-Jazira, témoigne](#) », par Silvia Cattori, *Réseau Voltaire*, 18 juillet 2008. Moazzam Begg, autre rescapé de Guantanamo raconte son histoire dans le livre : « *Enemy Combatant : The Terrifying True Story of a Briton in Guantanamo* ».

[11] Voir :

« [L'incroyable histoire de Youssef Nada](#) », par Silvia Cattori, *mondialisation.ca*, 13 juin 2008.

« [Youssef Nada : Pour nous le mal est déjà fait](#) », par Silvia Cattori, *mondialisation.ca*, 30 octobre 2008.

[12] Chef de la rubrique étrangère du "*Corriere della Sera*" dès 1987. Correspondant en Israël de 1999 à 2003.

Voir l'article : « [Hamas perde metà del tesoro](#) », par Guido Olimpio, *Corriere della Sera*, 20 octobre 1997.

Voir également la [notice concernant M. Olimpio](#), sur le *Site officiel de Youssef Nada*.

[13] Richard Labévière, journaliste de radio *RFI*, a repris les accusations d'Olimpio. Dans le documentaire, diffusé par la télévision suisse *TSR*, il associait M. Nada à l'attentat de Luxor en 1998, où 60 touristes, en majorité suisses, avaient été tués. Ce qui a conduit la Procureure suisse de l'époque, Mme Carla Del Ponte, à interroger M. Nada. Elle a conclu que les informations selon lesquelles Al Taqwa – la société de M. Nada - finançait le terrorisme, émanaient « des services », et que « *M. Nada et sa société, n'avaient rien à voir avec le terrorisme* » (*Corriere del Ticino*, 2 juin 2006).

Les journalistes ont néanmoins continué, durant des années, à diffamer M. Nada.

[14] Voir sous ce lien, le film d'Andrea Canetta sur Youssef Nada - intitulé « *Nel nome dell'uomo* » - diffusé le 2 novembre 2008 par la *Télévision suisse italienne* :

<http://www.rtsi.ch/trasm/storie/welcome.cfm?idg=0&ids=0&idc=35702>

[15] Pour plus d'information sur M. Britel, voir :

<http://www.giustiziaperkassim.net>

Voir également :

« [Résolution du Parlement européen sur l'utilisation alléguée de pays européens par la CIA pour le transport et la détention illégale de prisonniers \(2006/2002\(INI\)\)](#) ».

[Rapport 2008 d'Amnesty International Italie](#) .

« [Italy : A briefing to the UN Committee against Torture](#) », *Amnesty International*, 2007.

« [Pakistan. Les droits humains bafoués au nom de la « guerre contre le terrorisme »](#). Synthèse », *Amnesty International*, 29 septembre 2006.

[16] Un article d'Oriana Fallaci, publié le 25 septembre 2001 par le "*Corriere della Sera*", où elle réagissait aux attentats du 11 septembre, et qui deviendra un livre : « *La Rage et l'Orgueil* », *Plon*, 2002 (éd. italienne : 2001) ; « *La Force de la Raison* », *Rocher*, 2004.

Les allégations islamophobes d'Oriana Fallaci ont été démontées par divers auteurs :

Stefano Allievi : « *Niente di personale, signora Fallaci* », *Aliberti*, 2006.

Stefano Allievi : « *Ragioni senza forza forze senza ragione : una risposta a Oriana Fallaci* », *EMI*, 2004.

Giancarlo Bosetti : « *Cattiva maestra* », *Marsilio*, 2005.

[17] L'article que Mme Britel considère comme le plus cruel : « [Da Bergamo a Kabul : così il marocchino reclutava militanti](#) », 20 novembre 2001 - *Corriere della Sera*. Auteur : Olimpio Guido.

Autres articles :

« [El Kassim, l'insospettabile di Bergamo che arruolava volontari della Jihad Guido Olimpio](#) », *Publicato il 20 novembre 2001 - Corriere della Sera*.

Le 22 mai 2003, alors que M. Britel était de nouveau soumis à torture et détenu en secret, M. Olimpio le disait impliqué dans le massacre de Casablanca ; voir : « [Il mistero di El Kassim, da Bergamo a Casablanca \(via Kabul\)](#) », par Guido Olimpio, *Corriere della Sera*, 22 mai 2003.

Mme Britel suppose que M. Olimpio connaissait une note « réservée » des Services qui précisait que les autorités du Maroc ne le considéraient pas comme impliqué dans cet attentat.

[18] L'actuel Ministre des Affaires étrangères, Franco Frattini, était « [Ministre en charge de la coordination des Services d'information et sécurité](#) » du 11.6.2001 au 13.11.2002.

[19] Rhétorique que l'on trouve dans le recueil des articles de Guido Olimpio : « *La rete del terrore* », *Sperling & Kupfer*, 2002.

[20] Voir : « [Journalisme de guerre et guerre contre le journalisme](#) », par Abbas Aroua, *Fondation Cordoue de Genève*, 27 juin 2008.

[21] Alan Hart, ancien correspondant en chef, au Moyen-Orient, de la chaîne britannique « *Independent Television News* » [*ITN*] ; présentateur de la célèbre émission de la *BBC*, *Panorama*, auteur de l'ouvrage « *Le sionisme : Le véritable ennemi des juifs* » (« [Zionism : The Real Enemy of the Jews](#) »)

Source : Silvia Cattori

13 novembre 2008

[http://www.silviacattori.net/...](http://www.silviacattori.net/)

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Silvia_Cattori.131108.htm